

« Pour saisir la disparition de l'écologie à droite, il suffit de comparer le Michel Barnier de 1990 et celui de 2024 »

Par Stéphane Foucart

Immédiatement après sa nomination à Matignon, Michel Barnier a fait une déclaration qui a surpris tout le monde. Dans la même phrase, il a prononcé les mots « *vérité* » et « *dette écologique* ». Il faut, avait-il dit le 7 septembre, « *dire la vérité* » sur « *la dette financière et la dette écologique* ». A l'instant même où elle s'est échappée de la bouche du nouveau premier ministre, cette sortie a été commentée par des observateurs décontenancés par un tel propos. Mais qu'a-t-il bien pu se passer pour que cette brève déclaration, qui relève pourtant du truisme, paraisse aussi incongrue et inattendue dans la bouche d'un responsable politique de la droite républicaine ?

Les commentateurs ont fini par s'y accoutumer, par l'accepter comme si c'était le fruit d'une loi de la nature : tout l'espace politique compris entre le centre et les droites extrêmes est, du point de vue de la question environnementale, une *terra nullius*. Marginalisées, les rares figures conservatrices qui portaient une vision, ou au moins affichaient une sensibilité sur le sujet, se sont effacées. De rares députés du parti Les Républicains s'en désolent, en vain.

Pour saisir dans toute sa magnitude ce phénomène – la disparition de l'écologie du logiciel moral et politique de la droite –, il suffit là encore de se référer à Michel Barnier. Sa vision de la question environnementale a été consignée dans un livre dense et précis mais il est hélas difficile de se le procurer en librairie, puisqu'il a été écrit il y a près de trente-cinq ans.

Chacun pour tous. Le défi écologique (Stock, 1990) est le fruit d'une enquête parlementaire conduite par Michel Barnier alors jeune député, dont la carrière avait commencé quelques années auparavant auprès de Robert Poujade (1928-2020), un gaulliste, qui fut le premier ministre de l'environnement. On l'oublie souvent, mais c'est un homme de droite qui a été la première incarnation de l'écologie au gouvernement – et c'est aussi lui qui, une fois congédié, avait eu ce bon mot que chacun connaît, faisant de l'hôtel de Roquelaure le « *ministère de l'impossible* ».

Des enjeux bien documentés

Lu trente-cinq ans plus tard, le livre de Michel Barnier a quelque chose de fascinant. Au moment où il est rédigé, le Sommet de la Terre à Rio ne s'est pas tenu et les grandes conventions environnementales n'ont pas été signées, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) n'a pas rendu son premier rapport, la convention de Stockholm sur les polluants persistants ne sera signée que onze ans plus tard... Pourtant, tous ces enjeux sont déjà bien documentés, fidèlement rapportés et analysés dans *Le défi écologique* et, pour le lecteur des années 2020, la surprise provient autant de la précision des connaissances déjà disponibles à l'époque que de ce qu'elles avaient percolé à droite de l'échiquier politique.

Comme l'a montré mon collègue Matthieu Goar dans le portrait qu'il lui a consacré, le Michel Barnier de 1990 n'est plus celui de 2024 ; ses prises de position récentes sont d'autres indices de l'érosion des préoccupations environnementales dans son camp politique.

Et ce même si quelques marqueurs – l'inscription du principe de précaution dans la Constitution (2005), le Grenelle de l'environnement (2007) – suggèrent que les derniers feux ne se sont éteints que récemment. Ils sont toutefois bel et bien morts. L'idée qu'il faille conserver un patrimoine précieux – celui de la nature –, socle moral de l'écologie du camp conservateur dans les années 1970-1980, a complètement disparu à la droite de l'échiquier politique. Une disparition qui est survenue des deux côtés de l'Atlantique.

Pour les historiens Naomi Oreskes et Erik Conway, le point de bascule remonte à l'effondrement de l'Union soviétique, lorsque l'écologie politique a commencé à être considérée comme l'héritière du socialisme, secrètement mue par la même volonté d'entraver la liberté d'entreprendre, donc la liberté tout court. C'est ainsi vers le milieu des années 1980 que la défiance à l'égard de la question environnementale gagne le camp conservateur américain, entraînant par capillarité, et avec une décennie de latence, le basculement des droites occidentales.

Ce n'était pas écrit. En 1970, par exemple, à l'appui de sa volonté d'étendre considérablement les zones naturelles protégées sur le territoire des Etats-Unis, le président républicain Richard Nixon s'était lancé dans un vibrant plaidoyer : « *Partout dans le monde, les gens prennent conscience de la nécessité urgente de protéger le fragile équilibre de la vie et de préserver pour l'avenir ce qui nous reste aujourd'hui de la nature sauvage et de sa beauté.* »

La même année, Georges Pompidou écrivait à son premier ministre une lettre extraordinaire contre une circulaire permettant l'abattage d'arbres au bord des routes. Elle est reproduite dans le livre de M. Barnier. « *Bien que j'aie plusieurs fois en conseil des ministres exprimé ma volonté de sauvegarder "partout" les arbres, cette circulaire témoigne de la plus profonde indifférence à l'égard des souhaits du président de la République (...), écrit-il. Il est à noter que l'on n'envisage qu'avec beaucoup de prudence le déplacement des poteaux électriques. C'est que là, il y a des administrations pour se défendre. Les arbres, eux, n'ont semble-t-il d'autres défenseurs que moi-même (...).* »

La sauvegarde des arbres, poursuit le président Pompidou, par ailleurs grand bétonneur devant l'éternel, « *est essentielle pour la beauté de notre pays, pour la sauvegarde de la nature, pour la préservation d'un milieu humain* ». A ceux qui se demandent ce que ferait M. Pompidou s'il revenait parmi nous, on peut se risquer à répondre qu'il serait peut-être sur la ZAD du chantier de l'A69, perché dans les arbres avec des « écoterroristes ».

[Cet article est paru dans La Matinale du Monde](#)